

Entretien avec l'ambassadeur El Hadji Magatte SEYE Contexte de la visite présidentielle, quelle importance, première sortie en Europe depuis le début de la pandémie

Le Président de la République a répondu favorablement à l'invitation du MEDEF (Mouvement des Entreprises de France) pour prendre part à la 21^{ème} édition de son université d'été qui se tient, il faut le rappeler, depuis 1999. Cette rencontre est d'une grande importance car elle est l'activité économique de la rentrée en France. C'est entre autres un moment pour le patronat français de définir les grandes orientations économiques pour le secteur privé. Le choix porté sur le Président Macky Sall exprime la reconnaissance d'un leadership au niveau national certes mais également à l'échelle régionale. Il convient de souligner que le Président Macky Sall est le premier chef d'État africain à être convié à ce rendez-vous important. Sa gestion de la crise sanitaire du Coronavirus au niveau national mais aussi les grandes thématiques que le Président Macky Sall a portées au niveau continental ont entre autres motivé le choix du MEDEF pour en faire l'invité d'honneur de l'université d'été édition 2020. Ainsi, le chef de l'État portera bien évidemment la voix du Sénégal mais également celle de l'Afrique.

Mesures de sécurité exceptionnelles

Cette visite se déroule dans un contexte particulier avec la pandémie de Covid-19. D'où toutes les mesures prises en rapport avec les organisateurs et les autorités françaises pour un respect strict des mesures barrières en vue d'éliminer tout risque de contamination. Ces mesures seront de rigueur durant tout le séjour du chef de l'État en France.

Les attentes du Sénégal dans ses relations avec le MEDEF

La pandémie de covid-19 nous a poussé à réfléchir sur nos modèles économiques, nos interactions, et nos dynamiques de partenariats. La question des chaînes de production a été un sujet brûlant qui a interpellé gouvernements et secteur privé. Elle a également fait ressortir la problématique de la souveraineté économique avec pour corollaires les nécessités de relocalisation de certaines industries. Dans ce contexte de quasi refondation de l'ordre économique mondial, il est essentiel que la voix de l'Afrique soit entendue et ses positions prises en compte. Il est important de projeter l'image réelle de l'Afrique qui a un potentiel énorme, qui offre de réelles opportunités et qui ne présente pas plus de risques que les autres destinations. C'est donc dire qu'il est plus que jamais nécessaire d'engager la réflexion et d'entreprendre les actions idoines pour un partenariat rénové entre l'Afrique et ses partenaires occidentaux, en particulier la France. Un tel partenariat pourrait se structurer autour d'une volonté de bâtir un espace de souveraineté économique euro-africain. Cela offrirait aux entreprises françaises par exemple l'opportunité

de délocaliser certaines unités de production au Sénégal qui est seulement à 5 heures de vol et qui a un environnement des affaires favorable, une stabilité politique et un ancrage démocratique solide. Pour l'Afrique en général, pour le Sénégal en particulier, un tel partenariat aiderait à renforcer le tissu industriel, à créer des emplois et de la valeur ajoutée.

MS Initiateur de la campagne pour l'annulation de la dette africaine

La dette africaine est un fardeau qui pèse sur l'ensemble des pays du continent. La gestion de la pandémie de Covid-19 qui a nécessité la mobilisation de ressources exceptionnelles a fait sentir plus que par le passé le besoin pour nos économies d'être soulagées du service de la dette et ainsi réinvestir ces ressources dans des secteurs prioritaires comme celui de la santé. Cette question doit être discutée de manière lucide et objective entre l'Afrique et ses partenaires si en plus on tient compte du fait que la dette africaine qui tourne autour de 350 milliards d'euros représente moins de la moitié du plan de relance de l'Union européenne. Mais il convient de retenir que même si la question de la dette reste un sujet important, le Président Macky Sall a également porté des sujets tout aussi importants que la définition d'un nouvel ordre économique mondial dans lequel l'Afrique jouerait pleinement son rôle. Cela est d'autant plus impérieux qu'en dépit des projections alarmistes sur les conséquences de la pandémie de Covid-19 en Afrique, des pays comme le Sénégal ont montré une réelle capacité de résilience. La gestion transparente des informations liées à la pandémie, les mesures sociales importantes, l'accompagnement accordé au secteur privé national et l'assistance à la diaspora sont par exemple des actions menées par le Président Macky Sall qui ont été saluées un peu partout, particulièrement ici en France. C'est donc dire qu'en plus de la question de la dette, la voix du Président Macky Sall est attendue sur beaucoup de sujets d'importance.

Relance de l'économie sénégalaise et africaine

Devant le patronat français, le Président de la République pourrait évoquer les mesures adoptées au niveau national pour endiguer la pandémie et soutenir la population et les entreprises en ces périodes difficiles mais aussi le plan de relance de l'économie nationale. Puisque le coronavirus pourrait être parmi nous pour encore quelque temps, il nous faut apprendre à vivre avec lui. Le Président Sall devrait ainsi partager avec ses hôtes ses réflexions sur les nouvelles manières d'organisation du travail, les nouveaux types de partenariat entre les gouvernements et les orientations qu'il convient de donner à nos économies.

Relations France/Sénégal

Les relations entre la France et le Sénégal sont anciennes, solides et fondées sur la confiance réciproque. Mais elles ont besoin d'être toujours consolidées et revisitées pour éviter la routine et des perceptions déformées par le prisme des pseudo-certitudes. En France comme au Sénégal, des dynamiques nouvelles

s'instaurent portées par denouveaux leaderships. Pour ce qui est du Sénégal, des efforts importants ont été réalisés dans pratiquement tous les secteurs avec l'accompagnement de plusieurs partenaires y compris la France. Aujourd'hui, le Sénégal a élargi son cercle d'amitiés et il n'y a aucune exclusivité pour aucun de nos partenaires au développement. Cependant, nos rapports avec la France restent privilégiés car pour ne citer qu'un exemple, celui du tourisme, la France est le premier marché pour le Sénégal. Plusieurs entreprises françaises sont implantées au Sénégal et notre coopération économique est excellente. Nous avons également un plan politique de très bonnes relations et des échanges sur les grands enjeux globaux. Un aspect important de ma feuille de route en tant qu'ambassadeur est de promouvoir les investissements du secteur privé français au Sénégal et d'inciter à l'implantation de certaines entreprises dans notre pays. Cela nous le faisons, conformément aux instructions du chef de l'État, avec le secteur privé sénégalais. En effet, le Président Macky Sall tient particulièrement à ce que le secteur privé national soit pleinement impliqué dans la promotion des investissements directs étrangers en vue de lui offrir la possibilité de nouer des partenariats pouvant assurer sa pleine participation au développement économique du pays.

Fonds Covid-19

Le Président Macky Sall a décidé d'allouer 12,5 milliards de francs CFA à la diaspora sénégalaise pour la soutenir en ces moments difficiles. Ce faisant, le chef de l'État a voulu dire aux sénégalais de l'extérieur que la nation pense à eux qui contribuent de manière significative au développement socioéconomique du pays. Cette mesure du Président Macky Sall a été très appréciée par les sénégalais vivant ici en France dont plus de 12 000 ont pu bénéficier de l'aide d'urgence. Parmi eux figurent près de 4 000 étudiants. Je voudrais souligner qu'à ma connaissance le Président Macky Sall est le seul chef d'État à avoir accordé une aide à ses concitoyens établis hors du territoire national. C'est pour moi le lieu de remercier toutes les associations sénégalaises en France qui ont organisé des chaînes de solidarité et qui ont apporté assistance à leurs compatriotes. Je joins bien sûr à ces remerciements les membres de la commission que je préside et qui ont travaillé dans des conditions difficiles, je veux nommer les Consuls généraux, Amadou Diallo, Abdourahmane Koïta et Ibrahima Mbodji ; l'Attaché militaire, Amadou Khouredia Diop ; les chefs d'agences consulaires, Aïssata Dia et Lamine Diouf ; le chef de service de gestion des étudiants à l'étranger, Émile Bakhom ; ainsi que le député de la diaspora, Demba Sow.

[Revenir](#)